

Affaires courantes

Cette proposition s'inscrit dans le NAWAPA, North America Water and Power Alliance, qui est un plan global de détournement d'eaux. Les pétitionnaires prient le gouvernement de déclarer catégoriquement qu'aucun de nos cours d'eau ne sera endigué ou détourné, en tout ou en partie, vers les États-Unis.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

M. Nelson R. Riis (Kamloops): J'aimerais également vous faire part, monsieur le Président, d'une autre préoccupation des habitants de Kamloops, de Penticton, de Prince George, de Cash Creek, de Surrey et de Nutsburg, en Colombie-Britannique. Ils s'inquiètent de ce qu'ils perçoivent comme un degré croissant d'anarchie et de la nécessité d'appuyer plus que jamais la Gendarmerie royale du Canada pour lui permettre de remplir son mandat.

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes, soit les questions n^{os} 128 et 140.

[Texte]

Question no. 128—**Mme Gaffney:**

Entre le 27 septembre 1991 et le 1^{er} octobre 1991, combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé en publicité dans les journaux à travers tout le Canada afin de décrire l'offre qu'il a faite à l'Alliance de la fonction publique du Canada?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Le Secrétariat du Conseil du Trésor attend une facture concernant les coûts des annonces sur l'offre salariale faite à l'Alliance de la fonction publique du Canada. Selon les renseignements qui lui ont été fournis, le coût total se chiffrerait à 245 893 \$.

Question No 140—**Mme Gaffney:**

Combien d'argent le gouvernement a-t-il dépensé, au total, en publicité dans les journaux à travers tout le Canada afin de décrire l'offre qu'il a faite à l'Alliance de la fonction publique du Canada a) pendant la grève, b) après l'adoption de la mesure législative sur le retour au travail?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Le Secrétariat du Conseil du Trésor attend une facture concernant les coûts des annonces sur l'offre salariale faite à l'Alliance de la fonction publique du Canada. Selon les renseignements qui lui ont été fournis, le coût total se chiffrerait à 245,893 \$.

La quasi-totalité des annonces ont paru durant la grève. Cependant, l'annonce a paru dans quelques quotidiens les jeudi et vendredi suivant l'entrée en vigueur de la loi parce qu'il s'est avéré impossible d'annuler dans de si courts délais.

[Français]

M. Cooper: Monsieur le Président, je suggère que les autres questions soient réservées.

Le président suppléant (M. DeBlois): Les autres questions sont-elles réservées?

Des voix: D'accord.

[Traduction]

M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, vers la fin de la semaine dernière, un de mes collègues a adressé au secrétaire parlementaire du leader du gouvernement une demande précise concernant la question n^o 138. Je me demande si le secrétaire parlementaire est mieux en mesure aujourd'hui de nous dire si les 13 ministères sont prêts à faire connaître leur réponse avant que cette information puisse être communiquée à la Chambre.

Peut-être le secrétaire parlementaire pourrait-il dire à la Chambre s'il a eu d'autres renseignements.

M. Cooper: Monsieur le Président, j'aimerais informer le député que je puis lui donner des précisions à ce sujet. De 13, nous sommes maintenant à 8, et j'espère que nous serons rapidement à zéro.

* * *

MOTION D'AJOURNEMENT (ARTICLE 52)

LES REVENUS DES AGRICULTEURS

Le président suppléant (M. DeBlois): Le député de Mackenzie présente une demande en vertu de l'article 52 du Règlement.

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, je demande la tenue d'un débat d'urgence conformément à l'article 52 du Règlement pour porter à l'attention du gouvernement l'urgence de tenir ses promesses d'alléger les effets de la crise actuelle de l'agriculture au Canada.